

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	25.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Forschung
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Postulat
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Bernhard, Laurent
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Ehrensperger, Elisabeth
Flückiger, Bernadette
Heidelberger, Anja
Hirter, Hans
Mosimann, Andrea
Schär, Suzanne
Ziehli, Karel
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Bernhard, Laurent; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Ehrensperger, Elisabeth; Flückiger, Bernadette; Heidelberger, Anja; Hirter, Hans; Mosimann, Andrea; Schär, Suzanne; Ziehli, Karel; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Forschung, Postulat, 1987 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 25.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Strukturpolitik	2
Wirtschaftsordnung	2
Landwirtschaft	2
Agrarprodukte	2
Infrastruktur und Lebensraum	2
Energie	2
Alternativenergien	2
Sozialpolitik	3
Sozialversicherungen	3
Arbeitslosenversicherung (ALV)	3
Bildung, Kultur und Medien	3
Bildung und Forschung	3
Hochschulen	3
Forschung	4

Abkürzungsverzeichnis

BBT	Bundesamt für Berufsbildung und Technologie
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
ALV	Arbeitslosenversicherung
EU	Europäische Union
SNF	Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
BIP	Bruttoinlandsprodukt
FIBL	Forschungsinstitut für biologischen Landbau
KTI	Kommission für Technologie und Innovation
KEV	Kostendeckende Einspeisevergütung
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
GVO	gentechnisch veränderter Organismus
BFI	Politikbereich „Bildung, Forschung und Innovation“
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
SWTR	Schweizerischer Wissenschafts- und Technologierat (früher: SWR)

OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
EPF	École polytechnique fédérale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des États
AC	assurance-chômage
UE	Union européenne
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
PIB	Produit intérieur brut
FIBL	Institut de recherche de l'agriculture biologique
CTI	Commission pour la technologie et l'innovation
RPC	Rétribution à prix coûtant du courant injecté
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
OGM	Organisme génétiquement modifié
FRI	domaine politique „Formation, recherche et innovation“
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
CSST	Conseil suisse de la science et de la technologie (avant : CSS)

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

POSTULAT
DATUM: 10.12.2008
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté tacitement un postulat Burkhalter (prd, NE), qui demandait au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de s'associer dans les meilleurs délais aux **nouvelles initiatives technologiques conjointes** (Joint Technology Initiatives) **lancées par l'UE** à la fin de l'année 2007. Le député faisait référence en particulier aux programmes ENIAC et Artemis, qui ont pour but de développer les avantages compétitifs de l'industrie européenne dans les technologies de l'information. De manière plus générale, le Conseil fédéral est également chargé d'étudier les possibilités de disposer d'une marge de manoeuvre pour réagir rapidement dans de tels cas dans les crédits-cadres quadriennaux FRI (formation, recherche et innovation).¹

POSTULAT
DATUM: 05.06.2018
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat «**Participation à la coopération européenne**», le conseiller national Martin Naef (ps, ZH) invite le Conseil fédéral à préciser la stratégie de la Suisse en ce qui concerne sa coopération avec l'UE, notamment dans les domaines ayant trait à l'accès des entreprises suisses au marché européen, à la formation, à la recherche, à la sécurité ou à la contribution helvétique au processus d'intégration européenne.

Si le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat, ce dernier est dans un premier temps combattu par le député Roland Büchel (udc, SG), et donc renvoyé.

En juin 2018, le représentant de l'Union démocratique du centre s'explique devant la chambre du peuple: un rapport sur l'état des relations entre la Suisse et l'UE serait superflu, puisque la question appartient aux affaires courantes du DFAE. Ignazio Cassis fait toutefois part de la volonté du Conseil fédéral d'établir un tel rapport, afin de répondre conjointement au présent postulat et au postulat 13.3151. Le compte-rendu sera publié durant le dernier trimestre de l'année 2018.

Le postulat est finalement adopté par une majorité de la chambre basse (120 voix pour, 68 contre, 0 abstention) lors du vote du 5 juin 2018.²

Zwischenstaatliche Beziehungen

POSTULAT
DATUM: 20.06.2014
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat intitulé "**La Suisse à l'heure de l'Asie**", Thomas Aeschi (udc, ZG) demande au Conseil fédéral d'établir un bilan de la coopération de la Suisse avec le continent asiatique. Le rapport en question portera non seulement sur certains aspects économiques – comme, par exemple, la position des entreprises suisses face au développement de l'économie asiatique –, mais s'intéressera également à des thématiques telles que la culture, la formation ou la recherche, dont l'influence sur les relations entre la Suisse et l'Asie est jugée évidente.

Selon le Conseil fédéral, la région Asie-Pacifique constitue un "nouveau centre de gravité" à l'échelle mondiale. L'exécutif national se positionne donc en faveur du postulat. Un chapitre y sera consacré dans le rapport de politique extérieure 2015. L'intervention sera finalement classée en juin 2017.³

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Strukturpolitik

POSTULAT

DATUM: 27.09.2012
LAURENT BERNHARD

Der Nationalrat überwies ein Postulat Fiala (fdp, ZH) **zur Erhöhung der Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Zulieferindustrie**. Der Bundesrat sollte prüfen, wie diese Betriebe bei der angewandten Forschung und Entwicklung grenzüberschreitend vernetzt und eingebunden werden konnten. ⁴

POSTULAT

DATUM: 24.09.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné que la medtech, la biotechnologie et la production pharmaceutique représentent plus de 5 pourcent du PIB helvétique, et que ce secteur dope la croissance chaque année, Martin Schmid (plr, GR) préconise un rapport sur la **préservation et le renforcement de la Suisse en tant que pôle de biotechnologie et de production pharmaceutique**. Le rapport a pour objectif de renforcer la collaboration entre le secteur de la production, les start-ups et la recherche universitaire, de préserver l'accès à du personnel qualifié, d'encourager l'arrivée d'entreprises innovantes en Suisse et de mettre en place un comité consultatif. Le Conseil fédéral s'est montré favorable au postulat. Il a été **adopté à l'unanimité** par la chambre des cantons. ⁵

Wirtschaftsordnung

POSTULAT

DATUM: 31.12.1987
HANS HIRTER

Eine Motion Braunschweig (sp, ZH), welche die **Schaffung von rechtlichen Grundlagen und Institutionen zur Untersuchung und Beurteilung der Folgen neuer Technologien für Mensch und Umwelt** forderte, wurde vom Nationalrat ebenfalls nur als Postulat überwiesen. ⁶

Landwirtschaft

Agrarprodukte

POSTULAT

DATUM: 18.12.2020
KAREL ZIEHLI

La députée vaudoise Isabelle Chevalley (pvl, VD) demande aux autorités fédérales de rédiger un **rapport définissant clairement ce que sont les OGM**. En effet, des nouvelles technologies de génie génétique sont apparues ces dernières années – dont fait partie la technologie appelée Crispr/Cas9 – dans les laboratoires de recherche et un débat fait rage pour savoir si elles doivent être considérées comme des OGM ou non. Cette définition a son importance, un moratoire sur les OGM faisant actuellement foi en Suisse. Concernant la technologie dite Crispr/Cas9, le Conseil fédéral a récemment décidé de la considérer comme telle, ne permettant pas son utilisation dans les champs suisses.

Le postulat a été tacitement accepté. ⁷

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Alternativenergien

POSTULAT

DATUM: 08.06.2011
LAURENT BERNHARD

C'est par 148 voix contre 33 que le Conseil national a transmis un postulat Chopard-Acklin (ps, AG) portant sur le domaine de l'énergie photovoltaïque. Le Conseil fédéral a été notamment prié d'examiner une **meilleure coordination entre la recherche publique et les besoins spécifiques de l'industrie photovoltaïque**. ⁸

Sozialpolitik

Sozialversicherungen

Arbeitslosenversicherung (ALV)

POSTULAT
DATUM: 21.03.2019
ANJA HEIDELBERGER

Einen **besseren Schutz von Schweizer Forschenden durch die Arbeitslosenversicherung (ALV)** forderte Mathias Reynard (sp, VS) in einem Postulat. So müssten gemäss einem Bericht des SNF 11.4 Prozent der Forschenden nach dem Ende verschiedener Förderprogramme (Doc.Mobility, Early Postdoc.Mobility, Advanced Postdoc.Mobility) und ihrer Rückkehr in die Schweiz von der Arbeitslosenversicherung Gebrauch machen. Da sie von der ALV als Personen in Ausbildung oder als Selbstständige behandelt würden, erhielten sie entweder lange Wartezeiten oder seien nicht zum Bezug von Leistungen der Arbeitslosenversicherung berechtigt. Die Mitarbeit an einem Forschungsprojekt könne aber nicht mit der Situation einer selbständig erwerbstätigen Person gleichgestellt werden, da dadurch keine finanzielle Unabhängigkeit erreicht werden könne, erklärte der Postulant. Schliesslich verfügten die Forschenden mit Stipendium nicht über die Möglichkeit, freiwillig in die Arbeitslosenversicherung einzuzahlen.

In seiner Stellungnahme präzisierte der Bundesrat die Rechtslage: Die entsprechenden Forschenden seien während ihres Stipendiums beitragsbefreit und könnten nach einer 120-tägigen Wartezeit 90 Taggelder beziehen. Eine Lockerung dieser Regelung lehnte der Bundesrat ab, um keine Ungleichbehandlung gegenüber Masterabsolventinnen, Masterabsolventen, Doktorandinnen und Doktoranden zu schaffen.

Mit 132 zu 53 entschied sich in der Frühjahrssession 2019 auch der Nationalrat gegen das Postulat.⁹

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Bildung und Forschung

POSTULAT
DATUM: 13.06.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

De nombreuses instances, tels que le Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST), la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) ou encore le Fonds national suisse (FNS) ont maintes fois relevé des carences de plus en plus évidentes au niveau de la relève scientifique en Suisse. Alors que la compétitivité internationale devient toujours plus rude, plusieurs indicateurs virent au rouge pour la Suisse, qui jusqu'à présent se trouvait dans le peloton de tête des pays les plus avancés dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Un postulat qui entend prendre **des mesures pour promouvoir la relève scientifique en Suisse** déposé par la CSEC-CE a été adopté par le Conseil des Etats en juin 2012. Il charge le Conseil fédéral de la rédaction d'un rapport sur l'efficience et l'efficacité des mesures projetées pour garantir la relève scientifique en Suisse. De plus, il est censé proposer des alternatives à caractère incitatif. Ce rapport devraient mettre en lumière certaines priorités, telles que la volonté d'égalité entre femmes et hommes dans le domaine académique, la possibilité d'augmenter le nombre de postes de professeurs assistants ou encore la nécessité d'une attractivité salariale des études doctorales.¹⁰

Hochschulen

POSTULAT
DATUM: 17.06.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Mai 2020 reichte die WBK-SR einstimmig ein Postulat ein, welches sich auf die Unterstützung von nationalen Forschungseinrichtungen im Rahmen der BFI-Botschaft 2021-2024 bezog. Der Bundesrat hatte in dieser Botschaft den Technologiekompetenzzentren und den Forschungsinfrastrukturen eine gewisse Priorität eingeräumt. Den nationalen Forschungsinstitutionen, wie beispielsweise der Schweizerischen Friedensstiftung Swisspeace oder dem Schweizerischen Tropen- und Public Health-Institut, kam dabei nur eine nachgeordnete Priorität zu. Der Bundesrat solle erläutern, wie die **Bundesbeiträge an nationale Forschungseinrichtungen** ab 2025, also ab der übernächsten BFI-Periode, ausgerichtet werden können, dies mit dem Ziel, dass es zu keiner Streichung dieser Beiträge komme.

Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats. Die kleine Kammer nahm das Postulat in der Sommersession 2020 stillschweigend an.¹¹

Forschung

POSTULAT
DATUM: 21.03.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Nationalrat überwies ein Postulat Hegetschweiler (fdp, ZH), womit der Bundesrat eingeladen wurde, das **Technorama** der Schweiz mit Betriebsbeiträgen in seiner Existenz zu sichern und weiteren Bevölkerungskreisen zugänglich zu machen. Der Bundesrat hatte den Vorstoss aus finanziellen Gründen abgelehnt.¹²

POSTULAT
DATUM: 03.10.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Ständerat überwies eine in ein Postulat umgewandelte Motion Langenberger (fdp, VD) zur **Wissensgesellschaft Schweiz**. Damit wurde der Bundesrat aufgefordert zu prüfen, inwieweit mehr Dynamik in die höhere Bildung und Forschung mittels der Entwicklung einer langfristigen Vision von einer Schweiz als „Wissensnation“ eingebracht werden könnte (1). Hierbei sollten die Formulierung von strategischen Zielen und Massnahmen zur Unterstützung dieser Vision (2) sowie die Anpassung von Rollen und Aufgaben der Organe, welche die Forschung unterstützen (SWTR, Akademien, Nationalfonds, KTI), zur Erreichung dieser Ziele ins Auge gefasst werden (3). Im weiteren wurde die Organisation und der Einsatz eines für Impulse in diesem Bereich nötigen Überwachungsorgans (4) sowie die Zusammenfassung der Aktivitäten im Bereich der höheren Bildung, die heute in den Kompetenzbereich des Bundesamts für Bildung und Wissenschaft (BBW) und des BBT fallen, in einem neu zu schaffenden Bundesamt angeregt (5). Eine gleichlautende Motion der FDP-Fraktion wurde vom Nationalrat in den Punkten 1 bis 4 als Postulat überwiesen; Punkt 5 wurde abgelehnt. Demgegenüber hatte die grosse Kammer in ihrer Herbstsession eine Motion der liberalen Fraktion gutgeheissen, welche die **Konzentration der Zuständigkeiten in Bildung und Forschung auf ein Departement** fordert, sowie ein Postulat Riklin (cvp, ZH) einstimmig überwiesen, das die Prüfung einer Konzentration der Zuständigkeit für Universitäten und FHS in einem Bundesamt verlangt.¹³

POSTULAT
DATUM: 14.12.2001
ELISABETH EHRENSPERGER

Im Winter überwies die grosse Kammer ein Postulat Fetz (sp, BS), das angesichts der von unterschiedlichen Finanzierungs- und Steuerungsmethoden herrührenden Ineffizienz und Intransparenz einen Bericht vom Bundesrat verlangt, wie die **Planungs- und Steuerungssicherheit** der Politik im Tertiärbereich der Bildung und im Forschungs- und Technologiebereich erhöht werden könnte.¹⁴

POSTULAT
DATUM: 06.05.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Nationalrat überwies ein Postulat seiner WBK zur Schaffung von **Transparenz in der Wissenschafts- und Forschungsfinanzierung**. Damit wurde der Bundesrat beauftragt, darüber zu berichten, wie eine für alle vom Bund mitfinanzierten Institutionen im Hochschulbereich einheitliche Regelung zur Herstellung vollständiger Transparenz über die von Privaten finanzierten oder mitfinanzierten Forschungsprojekte, -programme, Lehrstühle und Institute zu erreichen wäre.¹⁵

POSTULAT
DATUM: 19.06.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Nationalrat überwies ein Postulat Fässler (sp, SG), das einen Bericht über die nachhaltige Stärkung der **Produktion und Vermarktung** an Schweizer Hochschulen forderte. Im Gegensatz zur Forschung und Entwicklung an Hochschulen und FHS werde der Bereich Produktion und Vermarktung vernachlässigt – obwohl Schweizer Universitäten Produkte und Ideen entwickelten, die es oft bis zur Patentierung brächten. Damit sei eine hohe Ressourcenverschwendung und ein Verlust an Wissen verbunden.¹⁶

POSTULAT
DATUM: 02.10.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Um mehr Informationen über Akteure und Themen im Bereich der Forschung über Bildung zu erlangen, überwies der Nationalrat ein Postulat Simoneschi (cvp, TI) und beauftragte den Bundesrat mit der Erarbeitung eines Berichts über die **Forschung im Bildungsbereich**.¹⁷

POSTULAT
DATUM: 02.10.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Der Nationalrat lehnte ein Postulat Riklin (cvp, ZH) ab, welches die Finanzierung von **internationalen Forschungssekretariaten** in Schwerpunktbereichen der Schweizer Forschung angeregt hatte. Solche Forschungssekretariate haben die Verstärkung der Zusammenarbeit in zentralen Forschungsbereichen wie Klimaänderung, Nutzung von Wasserressourcen, Technologietransfer, nachhaltige Entwicklung oder grossräumige Veränderungen der Landnutzung zum Ziel und leisten Synthesearbeiten zu Forschungsergebnissen in einem interdisziplinären Umfeld. Wie bei anderen Förderaufgaben, hielt der Bundesrat fest, seien auch bei internationalen Forschungssekretariaten Prioritäten zu setzen bzw. klare Anforderungen zu stellen, zumal es sich bei diesen um langfristige Engagements handle. Zudem sei zur Klärung, Beurteilung und Entscheidung der Projekte aus wissenschaftlicher Sicht klar der SNF und nicht die Akademien zuständig, wie dies im Postulat vorgeschlagen worden war.¹⁸

POSTULAT
DATUM: 02.10.2003
ELISABETH EHRENSPERGER

Mit der Überweisung eines Postulats Riklin (cvp, ZH) beauftragte der Nationalrat den Bundesrat mit der Ausarbeitung eines Berichts betreffend eine **Gesamtstrategie für die schweizerischen Forschungsinstitutionen**. Aufgaben und Stellung der Forschungsinstitutionen im ETH-Bereich seien Gegenstand einer Überprüfung, nicht aber die anderen Bundesforschungsanstalten (u.a. Landwirtschaftliche Forschungsanstalten, Institut für Viruskrankheiten und Immunprophylaxe). Eine kohärente Strategie des Bundes für "seine" Forschungsanstalten bedürfe jedoch dringend einer Gesamtsicht.¹⁹

POSTULAT
DATUM: 17.12.2004
MAGDALENA BERNATH

Diskussionslos stimmte der Nationalrat einem Postulat Rossini (sp, VS) zu, das den Bundesrat beauftragt, die Stellung der Forscherinnen und Forscher in den **Humanwissenschaften** in Bezug auf die Kontinuität der wissenschaftlichen Arbeit und des Wissenstransfers kritisch zu analysieren und konkrete Verbesserungsmassnahmen vorzuschlagen.²⁰

POSTULAT
DATUM: 17.03.2005
MAGDALENA BERNATH

Im Frühjahr überwies der Nationalrat diskussionslos ein Postulat der FDP-Fraktion bezüglich **Entwicklungsperspektiven im Biotechnologiebereich**. Der verlangte Bericht soll einerseits aufzeigen, welche Verbote und Unschärfen in der Gesetzgebung die Forschung behindern, andererseits jene Bereiche (Nanotechnologie, genetische Untersuchungen, Transplantationsmedizin, Pflanzenforschung etc.) auflisten, in denen Reformen vorangetrieben werden könnten, wobei das Prinzip „Kontrollen statt Verbote“ gelten soll.²¹

POSTULAT
DATUM: 05.12.2005
MAGDALENA BERNATH

In der Wintersession stimmte der Ständerat diskussionslos einem Postulat Fetz (sp, BS) zu, welches eine Gesamtschau der notwendigen Bildungs-, Forschungs- und Innovationsmittel für 2007-2011 forderte unter Berücksichtigung der steigenden Studierendenzahlen, der gesetzlichen Vorgaben in Berufsbildung, im Fachhochschulbereich, bei der Forschungsförderung, den kantonalen und eidgenössischen Universitäten sowie bei der Innovationsförderung. Abgelehnt wurde eine Motion Heberlein (fdp, ZH), welche die Regierung beauftragen wollte, in der kommenden Legislaturplanung die Aufgabenstellung „Wohlstand durch Innovation“ zu priorisieren und eine **Innovationsstrategie** mit verbindlichen Zielsetzungen vorzulegen. Als strategisches Steuerungsorgan wollte Heberlein einen Innovationsrat bestehend aus Mitgliedern des Bundesrates, Vertretern von Wirtschaft und Persönlichkeiten aus der Wissenschaft einsetzen. Der Bundesrat erklärte, er beabsichtige, im Rahmen der laufenden Reformarbeiten zur Hochschullandschaft die Institutionen im Bereich Bildung, Forschung und Innovation zu vereinfachen. Der Vorschlag für einen Innovationsrat sei in diesem Kontext zu behandeln und die Schaffung eines Präjudizes deshalb zu vermeiden.²²

POSTULAT
DATUM: 22.06.2006
MAGDALENA BERNATH

Diskussionslos überwies der Nationalrat ein Postulat der FDP-Fraktion, welches den Bundesrat beauftragt, die Machbarkeit einer **„Stiftung Forschung Schweiz“** zur Festigung und zum Ausbau der Konkurrenzfähigkeit des Forschungs- und Innovationsstandorts Schweiz zu prüfen. Zu klären sei die Bereitstellung von Land und Infrastruktur für Bildungs- und Forschungszwecke (z.B. nicht mehr benötigte Militärplätze und -gebäude), die Allokation von Erlösen aus dem Landverkauf an die Forschung sowie die Bildung einer strategischen Landreserve für die Bewältigung von

POSTULAT

DATUM: 22.06.2006
MAGDALENA BERNATH

Auf Zustimmung stiess ein Postulat von Nationalrat Widmer (sp, LU) für eine Vereinheitlichung der Richtlinien für den Umgang mit potenziellen **Interessenkonflikten in der universitären Forschung**. Auf individueller Ebene besteht die Gefahr von Interessenkonflikten, wenn ein Forscher in einem Forschungsbeirat, im Verwaltungsrat oder einem anderen Gremium einer Firma einsitzt und von dieser Privataufträge entgegennimmt, Aktien besitzt oder Geschenke annimmt, sofern diese Firma im gleichen Gebiet tätig ist, in dem auch der Forscher forscht. Auf institutioneller Ebene kann privates Sponsoring zu Interessenkonflikten führen.²⁴

POSTULAT

DATUM: 20.09.2006
MAGDALENA BERNATH

Der Ständerat lehnte ein Postulat Langenberger (fdp, VD) ab, das den **Bundesbeiträgen an den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) und die Kommission für Technologie und Innovation (KTI)** eine grössere Verbindlichkeit verleihen wollte; für die Planung und Durchführung von Forschungsprojekten sei mehr finanzielle Stabilität nötig. Der Bundesrat vertrat die Auffassung, dass der Verlust des finanzpolitischen Spielraumes, welcher durch zusätzliche gebundene Ausgaben entstehe, stärker zu gewichten sei als die höhere Stetigkeit des Mittelzuwachses für den SNF und die KTI.²⁵

POSTULAT

DATUM: 04.12.2006
MAGDALENA BERNATH

Der Ständerat überwies ein Postulat Frick (cvp, SZ), das einen Bericht zur **Zukunft des Historischen Lexikons der Schweiz** und zur Verbreitung von schweizergeschichtlichem Wissen in der Bevölkerung verlangt.²⁶

POSTULAT

DATUM: 09.12.2008
ANDREA MOSIMANN

In der Wintersession hiess der Ständerat ein Postulat Burkhalter (fdp, NE) gut. Damit wird der Bundesrat beauftragt, die Möglichkeit und den Nutzen einer baldigen **Beteiligung der Schweiz an den neuen Technologieinitiativen der EU** zu prüfen. Es handelt sich dabei vor allem um die Europäische Gemeinschaftsinitiative für Nanoelektronik (Eniac) und die gemeinsame Technologieinitiative für eingebettete Systeme (Artemis), die beide zum Ziel haben, die Position der europäischen Industrie im Bereich der Informationstechnologien zu verbessern.²⁷

POSTULAT

DATUM: 30.11.2009
ANDREA MOSIMANN

Der Ständerat hiess in der Wintersession mit 19 zu 11 Stimmen ein Postulat Leumann (fdp, LU) gut, welches eine Förderung des **öffentlichen Dialogs über die Gentechnik** im Ausserhumanbereich verlangt. Keine Folge gab er einer Petition des Komitees „gentechfreies Zürich-Nord“, mit welcher ein Abbruch der Freisetzungsversuche gefordert wurde.²⁸

POSTULAT

DATUM: 10.12.2009
ANDREA MOSIMANN

Der Nationalrat überwies in der Wintersession ein Postulat der FDP, mit dem der Bundesrat beauftragt wird, Massnahmen zur **Umsetzung des OECD-Berichts über die künftige Bedeutung der Biotechnologie** zu prüfen.²⁹

POSTULAT

DATUM: 07.03.2010
ANDREA MOSIMANN

Der Nationalrat überwies im Berichtsjahr ein Postulat seiner Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur zur **Erhaltung und Weiterentwicklung der Forschungskompetenz im Bereich Pflanzenbiotechnologie**. Der Bundesrat muss Massnahmen aufzeigen, welche dazu beitragen, nach Ablauf des Nationalen Forschungsprogramms 59 die wissenschaftliche Kompetenz der Schweiz auf diesem Gebiet zu sichern. Ebenfalls angenommen hat die grosse Kammer ein Postulat Häberli-Koller (cvp, TG), mit dem vom Bundesrat gefordert wird, im Rahmen der nächsten Botschaft für Bildung, Forschung und Innovation 2013 bis 2016 eine Strategie für die Forschungsinfrastrukturen an den Hochschulen aufzuzeigen. Der Ständerat hiess in der Frühjahrsession ein Postulat Stadler Hansruedi (cvp, UR) gut, welches von der Regierung einen Bericht über den gesetzgeberischen Handlungsbedarf auf dem Gebiet der Nanotechnologie verlangt.³⁰

POSTULAT
DATUM: 07.06.2011
SUZANNE SCHÄR

Eine Motion Favre (fdp, NE) und ein Postulat Chopard-Acklin (sp, AG) sprachen die Forschungsförderung an. Beide Vorstösse, die 2010 aus SVP-Kreisen bekämpft worden waren, kamen im Berichtsjahr erneut in die Räte. Die Motion Favre verlangte die **Mitfinanzierung der Forschung im Bereich der erneuerbaren Energien** über Entnahmen von fünf bis zehn Prozent aus dem Fonds der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV). Der Bundesrat liess errechnen, dass der angewandten Forschung dadurch jährlich zwischen 17 und 35 Mio. CHF, ab 2013 (höhere Zuschlagslimite pro kW/h) der doppelte Betrag zur Verfügung stehen würde. Mit dem Hinweis, dass eine gangbare Lösung die Zweckbindung der KEV berücksichtigen müsste, beantragte er Annahme der Motion. Diskussionslos nahmen beide Räte diese gegen den beinahe geschlossenen Widerstand der SVP an. Das Postulat Chopard-Acklin (sp, AG) zielte auf eine verbesserte Abstimmung der allgemeinen Forschungsaktivitäten mit den Bedürfnissen der **Fotovoltaik-Industrie**. Der Bundesrat versprach eine Erörterung der mit dem Postulat aufgeworfenen Fragen im Rahmen des Masterplans Cleantech. Während die SVP in der Beurteilung des Vorstosses gespalten war – knapp ein Drittel stimmte dafür – unterstützten ihn die restlichen Parteien praktisch geschlossen.³¹

POSTULAT
DATUM: 27.09.2012
GUILLAUME ZUMOFEN

Le postulat déposé par Müller-Altarmatt (pdc, SO) au Conseil national a mis en avant l'importance d'un **Renforcement de la recherche dans le secteur agroalimentaire biologique**. Les nouvelles données du XXIème siècle, engendrées par la mondialisation et les développements technologiques, obligent un renforcement de la recherche agronomique. Le secteur agroalimentaire de la recherche doit désormais relever de nouveaux défis: la production écologique, l'adaptation au réchauffement climatique ou encore l'affouragement herbager. Par conséquent, le Conseil fédéral est favorable à une meilleure répartition des tâches, notamment entre les partenariats public-privé (PPP) et l'Institut de la recherche de l'agriculture biologique (FiBL). Ce postulat a été accepté par le Conseil national.³²

POSTULAT
DATUM: 19.03.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Un postulat de la CSEC-CN a mis en avant la question de **l'avenir de la Fondation Recherche 3R et des méthodes de substitution à l'expérimentation animale**. Cette fondation Recherche 3R entend réduire, réformer et remplacer les tests pratiqués sur les animaux. Sa porte-parole, Maya Graf (verts, BL), a demandé un rapport du Conseil fédéral présentant les options susceptibles d'encourager les institutions et les chercheurs qui reçoivent des subventions publiques à appliquer les méthodes de substitution mises en avant par la fondation 3R. En effet, environ un tiers des animaux utilisés à des fins expérimentales en 2011 l'étaient dans le cadre de recherches subventionnées par l'Etat. La fondation espérait donc un soutien financier de l'Etat, permettant d'améliorer l'information du public et des acteurs concernés et permettant de soutenir de nouveaux projets de recherche allant dans son sens. Déposé au Conseil national, ce postulat a été adopté.³³

POSTULAT
DATUM: 26.06.2013
GUILLAUME ZUMOFEN

Un postulat Steiert (ps, FR) a eu pour objectif de **mieux évaluer les performances du système suisse de recherche et d'innovation**. En d'autres termes, le Conseil fédéral doit mettre en place un rapport sur le système suisse de recherche et d'innovation. Pour Steiert, une vue d'ensemble fait actuellement défaut. Un tel rapport permet de suivre l'évolution de la recherche et de l'innovation en Suisse et surtout d'ajuster les décisions prises dans les messages de formation, recherche et innovation pluriannuels. Comme l'a expliqué le dépositaire, si tout le monde accepte de dire que la Suisse est championne de l'innovation, personne n'en connaît véritablement les raisons. Un rapport précis garantirait un outil adéquat pour une mise en perspective des performances suisses. Finalement, ce rapport devra être établi pour fin 2016, afin d'être pris en compte dans le futur message FRI pour les années 2017 à 2020. Le Conseil fédéral a proposé d'accepter ce postulat, avant que le Conseil national prenne la même direction en le validant à son tour.³⁴

POSTULAT
DATUM: 09.03.2015
GUILLAUME ZUMOFEN

Le député Derder (plr, VD) a déposé un postulat chargeant le Conseil fédéral de rédiger un rapport qui dessinerait une **Vision d'ensemble de la politique d'innovation** en Suisse. Ce tableau doit offrir un portrait clair et exhaustif de la situation, afin, notamment, de savoir si la Suisse doit se doter d'un «Masterplan de l'innovation» ou même d'une nouvelle loi fédérale sur l'innovation. Fathi Derder a ainsi rappelé que, même si l'innovation se place au cœur de la prospérité helvétique, il n'existe ni une loi sur l'innovation, ni un aperçu global des mesures qui l'encouragent. Afin de convaincre, il a par ailleurs mis en avant la crainte d'une perte du leadership suisse en matière d'innovation et des conséquences qui en découlerait pour l'économie. De son côté, le Conseil fédéral, même s'il a souligné l'importance de l'innovation, s'est prononcé en faveur d'un rejet du postulat. Les sept Sages ont précisé que le paysage de l'innovation s'était construit au fil du temps et avait atteint un équilibre grâce, notamment, au rôle secondaire de l'Etat. De plus, il a rappelé que de nombreux rapports existent déjà. Il a cité par exemple les rapports de l'Office fédéral de la statistique (OFS), du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), de la Commission à la technologie et à l'innovation (CTI) ou encore du Fonds national suisse (FNS). Au final, le postulat a été accepté par la Chambre du peuple par 127 voix contre 53 et 7 abstentions. Les arguments présentés préalablement, couplés à l'impact potentiel de l'acceptation de l'initiative «contre l'immigration de masse», ont fait mouche.³⁵

POSTULAT
DATUM: 20.03.2015
GUILLAUME ZUMOFEN

Le conseiller national Derder (plr, VD) estime que **l'armée doit investir massivement dans la recherche**, notamment dans le numérique et sur les questions de cybersécurité. Une telle réforme de l'armée, qui devrait ainsi fondamentalement modifier son approche, pourrait agir comme un générateur d'idées et d'innovations. Une émulation possible serait non seulement favorable à l'armée, mais aussi à l'économie. En effet, l'innovation stimule la croissance économique. Afin de souligner sa vision, Derder (plr, VD) a donné l'exemple du GPS, innovation issue de l'armée américaine.

POSTULAT
DATUM: 19.12.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Hannes Germann (svp, SH) verlangte mittels Postulat vom Bundesrat, die Aufnahme der **Digitalisierung naturwissenschaftlicher Sammlungen** in die BFI-Botschaft 2021-2024 zu prüfen. Konkret forderte er, dass eine nationale Strategie und personelle und finanzielle Ressourcen zur Digitalisierung naturwissenschaftlicher Sammlungen geschaffen würden.

Der Bundesrat lehnte die Forderung ab, indem er argumentierte, dass die Verantwortung für die Sammlungsobjekte, welche das Aufarbeiten und Verfügbarmachen sowie deren Finanzierung einschliesst, bei den Leitungsgremien der Museen und Hochschulen sowie ihren Trägern und Trägerinnen liege. Die Träger und Trägerinnen der Museen seien ausser bei den Museen des Bundes vorwiegend die Kantone und die Gemeinden. Bei den Hochschulen und den Universitäten liege die Verantwortung bei deren Leitungsgremien. Eine Finanzierung der Digitalisierung und Zugänglichmachung über die BFI-Botschaft 2021-2024 schloss der Bundesrat gänzlich aus, da keine direkte Zuständigkeit des Bundes bestehe.

In der Herbstsession 2019 wies der Ständerat das Postulat der WBK-SR zur Vorberatung zu. Die Kommission beschloss ohne Gegenstimme, das Postulat zur Annahme zu empfehlen. Sie hielt dabei fest, dass die Finanzierung unter Einhaltung des Subsidiaritätsprinzips und in enger Absprache mit den Kantonen erfolgen müsste.

In der ständerätlichen Debatte bat Guy Parmelin – obwohl die WBK-SR das Postulat um das Subsidiaritätsprinzip ergänzt hatte – weiterhin um Ablehnung des Postulates. Er betonte noch einmal, dass die Verantwortung für die Aufarbeitung der betroffenen Objekte bei den Verantwortlichen der Museen und der Hochschulen sowie den Kantonen liege, lediglich bei den Sammlungen der beiden ETH und bei den Bundesmuseen sei die Eidgenossenschaft zuständig.

Der Ständerat nahm das Postulat entgegen des bundesrätlichen Antrages einstimmig an.³⁶

POSTULAT
DATUM: 16.09.2020
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im August 2020 reichte die WBK-NR ein Postulat mit dem Titel **«Keine Streichung von Bundesbeiträgen an nationale Forschungseinrichtungen»** ein. Es ist gleichlautend wie das bereits von ihrer Schwesterkommission eingereichte Postulat 20.3462. Der Bundesrat beantragte dieses Postulat, wie bereits das identische Postulat der WBK-SR, zur Annahme. Der Nationalrat nahm den Vorstoss in der Herbstsession 2020 stillschweigend an.³⁷

Ständerat Michel (fdp, ZG) forderte in seinem im Mai 2020 eingereichten Postulat «**Wissenschaftliches Potenzial für Krisenzeiten nutzen**», dass der Bundesrat die Erschaffung eines interdisziplinären wissenschaftlichen Netzwerks oder Kompetenzzentrums für Krisenlagen prüft. Dieses solle nicht erst in Notlagen (etwa bei Naturkatastrophen) auf die Beine gestellt werden, sondern «präventiv bereitstehen, um im Bedarfsfall sofort aktiviert werden zu können». Die Covid-19-Krise habe gezeigt, dass die Schweiz auf die rasche Aktivierbarkeit ihrer Forschungsressourcen angewiesen sei. Der Bundesrat beantragte die Ablehnung des Postulates. Er war der Auffassung, dass die rechtlichen Grundlagen und die entsprechenden Gremien bereits existierten und genügend breit aufgestellt seien, um bei der Krisenfrüherkennung und der Krisenbewältigung rasch und effizient zu agieren. Es sei jedoch notwendig, diese Strukturen und Prozesse im Rahmen der momentan laufenden Evaluation der Bewältigung der Covid-19-Krise zu analysieren und zu überprüfen. Dabei sei insbesondere auf Fragen der Koordination und Zusammenarbeit zu achten. Der Bundesrat war der Ansicht, dass die im Postulat aufgeworfenen Fragen bereits im Rahmen dieser Evaluation beantwortet werden können.

In der ständerätlichen Debatte im Herbst 2020 betonte Bundeskanzler Thurnherr erneut, dass ein solcher Bericht und die Schaffung weiterer Gremien nicht nötig sei. Er war vielmehr der Meinung, dass je nach Krise spezifische Kreise der Wissenschaft benötigt würden; bei einem Terrorangriff würden nicht dieselben Leute wie bei einem Hackerangriff gebraucht. Daher sei die Schaffung des geforderten Netzwerks wenig sinnvoll.

Eine knappe Mehrheit des Ständerats war von der Argumentation Thurnherrs nicht überzeugt, die kleine Kammer nahm das Postulat mit 18 zu 17 Stimmen an.³⁸

-
- 1) BO CE, 2008, p. 948.
 - 2) BO CN, 2018, p. 533; BO CN, 2018, p. 810 ss.
 - 3) BO CN, 2014, p. 1276; Motion Aeschi
 - 4) AB NR, 2012, S. 1779.
 - 5) BO CE, 2020, p.1060
 - 6) AB NR, 1987, S. 1432 f.
 - 7) AB NR, 2020, S. 2694
 - 8) BO CN, 2011, p. 1013.
 - 9) AB NR, 2019, S. 559
 - 10) BO CE, 2012, p. 616.; NZZ, 06.01 et 12.01.12.
 - 11) AB SR, 2020, S. 577; Medienmitteilung WBK-SR vom 22.5.20
 - 12) AB NR, 2000, S. 378 f.
 - 13) AB NR, 2001, S. 1377 f.; AB NR, 2001, S. 1989.; AB NR, 2001, S. 378.; AB SR, 2001, S. 815 ff.; NZZ, 30.11.01.
 - 14) AB NR, 2001, S.940, S. 1993.
 - 15) AB NR, 2003, S. 590.
 - 16) AB NR, 2003, S. 1228.
 - 17) AB NR, 2003, S. 1726; AB NR, 2003, S. 882 f.; NZZ, 8.3.03.
 - 18) AB NR, 2003, S. 1726.
 - 19) AB NR, 2003, S. 1727.
 - 20) AB NR, 2004, S. 2173.
 - 21) AB NR, 2005, S. 453 und Beilagen I, S. 335 ff.
 - 22) AB SR, 2005, S. 1039 f. und 1053 ff. sowie Beilagen IV, S. 110.; Mo. 05.3503
 - 23) AB NR, 2006, S. 1115 und Beilagen III, S. 623.
 - 24) AB NR, 2006, S. 1116 und Beilagen III, S. 637 f.; NZZ und TA, 10.1.06.
 - 25) AB SR, 2006, S. 694 f.
 - 26) AB SR, 2006, S. 967 f.
 - 27) AB SR, 2008, S. 948.
 - 28) AB SR, 2009, S. 1121 f. und 1294
 - 29) AB NR, 2009, S. 2333
 - 30) AB NR, 2010, S. 216 und 2161; AB SR, 2010, S. 141 f.
 - 31) AB NR, 2010, S. 1134; AB NR, 2010, S. 1650; AB NR, 2011, S. 1013; AB NR, 2011, S. 1014; AB SR, 2011, S. 1012; Mo. 10.3609
 - 32) BO CN, 2012, p. 1796.
 - 33) BO CN, 2013, p.433.
 - 34) BO CN, 2013, p.1185.; In. Pa. 13.436
 - 35) BO CN
 - 36) AB SR, 2019, S. 1272 f.; AB SR, 2019, S. 664; Bericht WBK-SR vom 19.11.19
 - 37) AB NR, 2020, S. 1545
 - 38) AB SR, 2020, S. 889 ff.